



**CONCOURS 2008
PROMOTION
DE L'ETHIQUE
PROFESSIONNELLE
ROTARY – CGE
CONFERENCE
DES GRANDES ECOLES**

Prix Régional
District 1770

DIPLOME
Etudiant étranger
francophone

Concours National
Remis le 27 mai à l'UNESCO

L'encadrement de la jeunesse : Gage de l'éthique professionnelle au Cameroun.



Ecole des Officiers de la Gendarmerie Nationale

Antoine Marie NNANA NOAH

**Elève Officier au 2^{ème} Groupement.
Elève Camerounais**

Le **gage** est une sûreté réelle mobilière, qui a l'origine nécessitait, pour être effective, que le constituant se dépossède de la chose remise en gage en la remettant dans les mains du créancier. A défaut, on disait que le gage n'était pas "opposable" aux tiers, c'est-à-dire en pratique qu'il pouvait ignorer le gage convenu entre les parties. L'idée était que la dépossession constituait une mesure de publicité, de nature à avertir les autres créanciers que le bien avait été affecté en garantie au profit du créancier possédant.

Abstract

Si les débats et réflexions actuelles dans les sociétés occidentales portent entre autre sur les questions de bioéthique et sur le retour de l'éthique dans l'intervention sociale et éducative, en Afrique les questions éthiques s'orientent plus vers des difficultés de dialogue, de communication et vers le respect des autres. Ce souci est renforcé par des fléaux tels que la corruption et les tensions intercommunautés.

Dans cette optique, nous proposons une approche sociale de l'éthique en présentant les comportements qui nuisent au respect des règles morales mais également en envisageant le niveau de vie des travailleurs. La situation sociale contribue à détériorer sérieusement l'environnement socioprofessionnel. Si la prise de conscience impose aujourd'hui de prendre des mesures et dispositions nécessaires pour limiter les abus, l'encadrement de la jeunesse s'avère indispensable car c'est une couche vulnérable. L'attention dont elle fait l'objet doit provenir aussi bien des « aînés » que des dirigeants.

Table des matières:

Introduction

Un cadre social et réglementaire aménagé

La corruption un fléau amplifié

Encadrement et suivi de la carrière des jeunes cadres

Le secteur privé: entre référence et rigueur

Conclusion

Manga Bertrand est un jeune diplômé d'université âgé de 25 ans . Il a la chance d'avoir été recruté au sein d'une entreprise locale spécialisée dans l'épargne et l'attribution des microcrédits. Bertrand aspire à développer ses aptitudes professionnelles en respectant la charte de l'entreprise qui lui a été présentée à son arrivée. Pour lui, la cohérence entre les valeurs sociales que lui ont inculqué ses parents dès son jeune âge et le respect de ces règles, sont la condition de la réussite professionnelle comme personnelle.

Trois mois ont passé depuis son embauche et Bertrand condamne nombre de pratiques déviantes observées chez les personnels de l'entreprise. Il a remarqué un certain laxisme chez quelques employés qui se laissent corrompre et pour lesquels la courtoisie et la collaboration ne sont pas de mise. Ils les a vu détourner les biens de la société. Bertrand n'hésite pas à s'en ouvrir à un collègue plus ancien dans la « maison ». Ce dernier lui suggère de faire comme si de rien n'était en vue de conserver son travail. Il l'encourage à adopter l'attitude de tout le monde :« C'est comme ça que ça se passe, et se sera toujours comme ça » argumente-t-il.

Bertrand fait le choix de la prudence. Il désire rester fidèle à ses principes mais il se garde de porter un jugement sur le comportement de ses collègues. Combien de temps pourra-t-il préserver cet équilibre? En effet, il est rapidement confronté à certaines réalités sous la forme de difficultés financières car son salaire est dérisoire. Il a du mal à payer son loyer, il est surendetté et envisage de se marier dans les mois à venir. Alors que son bailleur menace de l'expulser en cas de non paiement de ses arriérés de loyer, il reçoit un client. Ce dernier lui demande un traitement de faveur en échange d'une contrepartie conséquente. Cet intéressement lui permettrait de résoudre une partie de ses soucis. Bertrand hésite. Il finit par céder à la tentation.

Il n'en a peut être pas conscience mais il vient de rejoindre la cohorte de ceux pour qui le respect des règles et de l'éthique n'ont aucune légitimité dans notre société.

Introduction

Le Cameroun comme la plupart des Etats d'Afrique subsaharienne, s'est vu confié, en accédant à l'indépendance, la gestion de son destin. Un destin en partie déterminé par des héritages, entre autre, celui d'un système politico-économique mis en place par un colonisateur désormais partenaire. Cette organisation, performante dans le passé, n'a pas su s'adapter à l'évolution d'une société en perpétuelle mutation. Après une décennie de gestation et une longue période de consolidation, ce système est confronté à de multiples difficultés et peine parfois à s'adapter aux choix des acteurs principaux de la vie politique de la nation.

En effet, le Cameroun postcolonial a connu une relative prospérité. Cette période lui a permis de jeter les bases de son développement. L'organisation d'un cadre juridique et administratif a permis de garantir la protection des personnes et des biens. Cette période a également favorisé les conditions d'un développement économique par la construction d'infrastructures sur tout le territoire ainsi que l'ouverture au commerce extérieur. Pourtant, la crise économique, amplifiée par les désordres politiques qu'a connu le pays dans les années 90, a créé un terreau favorable aux fléaux que sont la corruption, le laxisme et une profonde dégradation des valeurs morales. Or, cette situation freine considérablement le pays dans son développement. Lutter contre ces tendances constitue pour nos dirigeants un des objectifs majeurs du troisième millénaire.

Les stratégies de lutte contre la pauvreté et la corruption concernent directement la lutte contre ces déviances éthiques. Néanmoins, ma réflexion me conduit à privilégier un angle d'approche souvent négligé dans notre Etat. Il s'agit de l'encadrement et de l'accompagnement des jeunes travailleurs. Plus d'engagement dans cette voie pourrait certainement contribuer à combattre efficacement la détérioration de la situation au Cameroun.

C'est ainsi que nous commencerons par un rappel des valeurs morales qui régissent la société camerounaise à travers un cadre réglementaire et social particulier. Dans un deuxième temps, nous identifierons les facteurs qui contribuent à la dégradation de la qualité du service rendu à la population. Nous présenterons les relations entre les divers acteurs dans des secteurs d'activités les plus sollicités. Dans la troisième, partie il s'agira de proposer une stratégie d'encadrement des jeunes fonctionnaires et employés par leurs aînés mais également par les responsables politiques.

Un cadre social et réglementaire aménagé:

A la veille de son indépendance, le Cameroun dispose d'une organisation qui fonctionne sur la base de lois inspirées par les modèles français et anglais. Ce cadre est adapté au contexte local. Le « Plan raisonnable » illustre cette réalité. Ce texte est élaboré par les autorités françaises pour faire face à un début de rébellion dans le pays. Il prescrit des mesures d'urgence et sert de référence pour la mise sur pied d'une armée nationale. Le « Plan Raisonnable » fait office de référence jusqu'à la signature des accords de coopération militaires avec la France, le 13 novembre 1960. A cette date l'Armée est prise en main par des cadres camerounais compétents. Ils s'attelleront à perfectionner ce nouvel outil afin d'en faire profiter chaque citoyen.

Le Cameroun dispose de nombreux atouts notamment son agriculture et ses richesses naturelles. Sa population se caractérise par une diversité humaine et ethnique importante. Tolérance et tempérance y sont coutumiers pour le citoyen.

Au niveau de structures agricoles, des convergences d'intérêts ont conduit assez tôt les cultivateurs, transporteurs et autres travailleurs à s'organiser sur le modèle de coopérative afin de protéger leurs intérêts communs. Ces instances ont développé les bases d'une éthique professionnelle. Cet effort procède, certes, de dispositions législatives et réglementaires, mais également du nécessaire respect des autres et de soi imposé par la morale religieuse et l'éducation familiale. Ces deux influences sont une référence forte pour la société. Dans notre pays, l'éducation au sein la famille est primordiale, elle marque profondément la lecture du monde et chacun est attaché aux valeurs qu'elle développe. Généralement; les personnalités n'hésitent pas à brandir l'image de leur famille comme gage de leur honorabilité. Ce marqueur social aide à gagner la confiance de personnes : si on est issu d'une famille unie et connue, on a plus de chances de gagner la confiance des autres. La famille tient une place particulière dans notre société.

Par conséquent, il existe une interdépendance entre les membres d'une même fratrie. Rendre service à l'un de ses frères ou partager avec lui ce que l'on a, constitue la norme. La notion de fratrie est comprise dans une acceptation large. Elle s'étend jusqu'au cousin les plus éloignés pourvu qu'on ait avec eux des liens de sang. La notion controversée d'ethnie se base sur cette lecture extensive de la famille. L'appartenance religieuse renforce également ces liens. Ce système de solidarités a, pourtant, des effets pervers. Il permet la création de groupuscules qui privilégient leurs intérêts parfois au point d'entretenir des relations conflictuelles avec ceux qui ont des convictions différentes. Les valeurs qui structurent la société camerounaise lui ont permis jusqu'à la fin des années 80 de conserver un certain équilibre dans une dynamique de développement. La crise économique des années 90 transforme ces atouts en handicap.

La corruption un fléau amplifié

En effet, les fonctionnaires ainsi que les salariés du privé ont largement profité des années de prospérité du pays. Leur niveau de vie a augmenté avec le développement. L'effet pervers de cet enrichissement c'est rapidement fait sentir. La richesse induit le respect au sein de sa famille, de son ethnie ou de sa tribu. Elle permet d'aspirer à des postes d'influence au plan local comme national. Quand la crise survient, il faut trouver les moyens de compenser le manque à gagner. Ce besoin fait le lit de la corruption et d'autres déviances. Ces comportements constituent des manquements graves à l'éthique mais ils contribuent également à faire régresser la Nation. Le rang et l'honorabilité obtenu par l'apparente opulence permet de se

faire respecter au sein de sa communauté en exhibant toutes sortes de biens (villas, voitures, festivités...). Or, par un jeu pervers, le souci de maintenir cette honorabilité altère la lucidité des responsables d'entreprise ou des chefs de service et amène parfois au détournement de fonds. La dévaluation de la monnaie nationale et la réduction générale des salaires (qui seront divisés jusqu'à quatre fois le niveau initial) ne feront qu'accentuer le mécontentement et la pauvreté des populations.

En parallèle, la dégradation de la qualité des services au citoyen est cruellement ressentie. Cette situation s'explique, en partie, par le niveau de rémunération des fonctionnaires. Leurs traitements sont dérisoires et ne leur permettent pas de subvenir aux besoins de leur famille. Parallèlement, le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Ainsi, un employé passe plus de temps à se demander comment il nourrira sa famille plutôt que comment il fera pour se rendre sur son lieu de travail. Quand bien même parvient-il à se rendre au bureau, les conditions ne sont, alors, pas réunies pour un service efficace faute de moyens inexistantes ou détournés. Au final, le contribuable est l'éternel victime de ces dysfonctionnements.

Pourtant, il existe des textes qui réglementent le comportement des individus comme l'article 27 alinéa 1 de la Déclaration des Droits de l'homme et des peuples: chaque personne a des devoirs envers la famille et la société, envers l'Etat et les autres collectivités légalement reconnues et envers la communauté internationale.

Dans un environnement où la corruption tient une place de choix, le sens de l'Etat disparaît. Le service dû gratuitement au citoyen est monnayé. Ce phénomène affecte la majorité des secteurs d'activité. Pour autant, l'Etat ne baisse pas les bras. Des efforts sont menés dans la lutte contre la corruption notamment par le développement d'une politique de bonne gouvernance. Les résultats positifs ne parviennent pas, toutefois, à juguler les conséquences des dysfonctionnements. Or, ces travers semblent devenir des habitudes, s'inscrire dans les mœurs. Ce constat devrait contraindre à orienter les efforts du gouvernement vers la jeunesse. Elle est l'avenir de la nation.

La stratégie actuelle privilégie la prise de conscience du peuple à travers une politique de sensibilisation. Dans le même temps, il s'agit de lutter contre l'impunité. Les fonctionnaires fautifs sont poursuivis de plus en plus fréquemment et les sanctions sont définies par rapport à leur niveau de responsabilité. Dans la lutte contre la corruption, la répression seule ne suffit pas, d'abord pour une raison d'échelle, au moins un fonctionnaire sur deux s'est laissé corrompre. Il s'agit donc de développer dialogue et transparence entre les citoyens et la fonction publique. L'enjeu est d'ordre sociétal, une réaction efficace oblige à permettre une prise de conscience générale. La jeunesse est donc un acteur privilégié de cette politique de retour à un climat éthique..

Encadrement et suivi de la carrière des jeunes cadres.

Il existe un consensus au sein de l'opinion publique. La population souhaite le changement des habitudes et des comportements pour un retour à une organisation plus morale. Ce besoin est encore plus perceptible auprès des jeunes affectés par les effets de la mondialisation et contraints de relever de nouveaux défis. La pression sociale précédemment évoquée qui force l'individu à chercher coûte que coûte à gravir les échelons n'est plus, pour eux, aussi essentielle. Ils ont, en revanche, le souci de l'intérêt général. Son développement passe par l'amélioration de l'image de marque de leur pays en vue de favoriser son économie, la recherche, la santé, l'éducation et d'autres secteurs. Cette action est nécessaire pour sortir la nation de sa relative léthargie et développer les forces de progrès. Nos sportifs illustrent cet état d'esprit quand, dans le cadre des compétitions internationales, ils défendent et portent haut les couleurs nationales sans toujours bénéficier de la reconnaissance de leur patrie.

Dans le milieu universitaire le débat sur les questions éthiques est très prisé. Ce cadre favorise d'ailleurs une prise de conscience des abus par la jeunesse. L'absence de perspectives d'avenir démotive beaucoup d'étudiants. Cet état d'esprit conduit certains à s'expatrier à condition d'en avoir les moyens. Les autres se lancent dans la vie active et font le choix des petits boulots (commerce, transport, services,

sécurité). Les étudiants qui continuent un cursus universitaire mise sur une intégration en école de formation dès l'obtention de leur diplôme (Licence, Master). Ce viatique augmente leur chance de bénéficier d'un emploi dans un service public ou privé. Le choix d'une activité professionnelle ne se fait pas par vocation mais bien par opportunité. Au final, chômage et dépendance attendent les moins chanceux. En revanche, ceux qui peuvent décrocher un emploi connaîtront parfois la désillusion du fait d'un salaire dérisoire auquel viendra s'ajouter un manque de collaboration de la part des collègues de l'entreprise. Cet état renforce un climat délétère souvent dénoncé par les jeunes cadres qui prônent le changement des moeurs.

Autre influence importante, celle des « anciens », leurs habitudes, leurs valeurs, leurs capacités à intégrer les plus jeunes en les « protégeant » ont un impact fort sur les comportements et favorisent les déviances. Le nouvel arrivant a d'autant plus de mal à exister à son arrivée que ses interventions sont qualifiées de prétentieuses ou d'immatures par des anciens gardiens du dogme. Dès lors, l'adhésion aux valeurs du groupe et à son esprit permet d'être accepté. Voilà ce qui est arrivé à Bertrand. D'abord isolé et marginalisé, le nouveau venu fait un choix qui s'oppose aux normes fixées par ses collègues. Ses difficultés financières et l'influence des autres vont vite le rappeler à un certain pragmatisme et l'éloigner de ses valeurs originelles.

Les responsables politiques doivent intégrer la fragilité de cette population et mettre en place des systèmes de protection et d'accompagnement pour leur garantir une meilleure insertion dans le monde du travail. Le parrainage des jeunes cadres par les plus anciens basé sur le respect des valeurs morales, la culture du résultat et la qualité du service peuvent être une solution. Les meilleurs employés seraient récompensés et les mauvais sanctionnés par un comité national de l'éthique professionnelle. Cette externalisation est imposée par un système de notation et d'avancement localement corrompu. Il est temps d'instaurer une « méritocratie » pour fixer comme référent la performance et le service. Il faut également consentir un effort substantiel pour équiper les services en outils performants, modernes et adaptés. En effet, le vide laissé par les administrations publiques a permis le développement d'une concurrence privée qui a la faveur des citoyens. La Télévision nationale illustre ce propos. Cette agence dispose pourtant de moyens importants mais elle ne séduit plus le téléspectateur. Le public n'hésite pas à se tourner vers les chaînes privées et étrangères plus attrayantes par ses innovations et des programmes plus alléchants. Ainsi, en moins de dix ans d'existence, certaines chaînes ont coiffé une chaîne beaucoup plus ancienne et mieux financée.

Le secteur privé: entre référence et rigueur

Localement des solutions tendent à démontrer que le développement de l'éthique au sein des structures est d'abord un problème d'organisation. Au Cameroun, il existe deux types de structures: les entrepreneurs locaux qui appliquent une grille de salaire similaire à celle des services publics, et les filiales des grandes firmes internationales qui offrent des salaires très supérieurs à ceux des agents de l'Etat. Dans une démarche de recherche de performances, et de qualité du service fourni les entreprises privées ont compris qu'il fallait également se préoccuper de l'épanouissement de leurs employés. Cette recherche vise à bannir les comportements déviants. Rigueur et discipline sont deux caractéristiques qui s'imposent rapidement à un observateur extérieur. Cette rigueur s'identifie, d'abord, à travers un respect scrupuleux des horaires, par une rigidité structurelle et procédurale, mais aussi par un sens développé de la collaboration. Le souci de travailler ensemble marque les rapports entre les membres d'un même service. Le sens de la coopération caractérise également les relations interservices ou celles qui peuvent se développer avec des prestataires. Ce cadre permet d'envisager l'exécution de la mission comme un but commun. En outre, des cellules sociales sont chargées d'écouter et d'accompagner les employés dans la résolution de leurs difficultés. L'instauration d'une communication permanente s'avère un atout majeur et contribue à faciliter les relations et la collaboration. Ces échanges permanents sont une garantie pour un comportement en phase avec les exigences éthiques.

Conclusion

En Afrique subsaharienne en général, et au Cameroun en particulier, le développement de l'éthique professionnelle est étroitement lié au développement économique. La corruption constitue le principal obstacle à l'amélioration de la situation économique et sociale. La détérioration de la qualité des services affecte de plus en plus une population dont le niveau de vie chute et dont les frustrations augmentent. Nos dirigeants et élus sont conscients de cela tout comme la jeunesse qui représente l'avenir et les espoirs de la nation.

Les jeunes cadres ont besoin d'exprimer leurs talents afin de faire triompher des valeurs qui nous permettraient enfin de tenir notre place dans le concert des nations. Aujourd'hui, dans les sociétés occidentales un consensus existe autour d'une adhésion de forme à l'éthique, dans nos pays la problématique se situe en amont. Il s'agit d'adapter le discours éthique aux réalités de la société pour qu'il soit perçu dès la base comme un allié et que cette réflexion sur les valeurs soit menée par chacun. Ce travail est d'abord personnel et bien avant d'observer voire de dénoncer son collègue, il s'agit de s'observer, de s'interroger pour avoir l'assurance d'un comportement éthique. « L'éthique est ce qui détermine un certain nombre de jugements sur l'acte où un sujet se détermine, où il a à s'éprouver comme certain de ce qu'il advient de lui. Nous avons à distinguer l'éthique et la morale. La morale est un savoir, un système de règles variable, contingent lié à l'état du socius ; elle permet d'évaluer non pas l'acte mais les conduites et nous avons à distinguer l'acte de l'activité" (Leguil).

Bibliographie:

Jacqueline Maury, "... maintenir l'exigence de la question éthique, la responsabilité du formateur", Ibid.
Centre de Recherche sur l'Ethique Professionnelle de l'Université de Montréal: www.creum.umontreal.ca/
Bernard Pellegrini - 18/01/2003 peut-il y avoir une éthique professionnelle?
L'éthique dans les pratiques sociales. par Joseph ROUZEL :
www.psychasoc.com/article.php?ID=154
La formation à l'éthique dans la formation au commandement
Michelet, E. "Les déviations de subsistance", in: UNICRI, Criminology in Africa, Rome, UNICRI séries, Publication 47.
Textes du séminaire sur les activités de formation en éthique professionnelle pour les fonctionnaires d'aujourd'hui: Projet de cd-rom pour l'Afrique (CAFRAD);
Charte de l'Union Africaine.